

## L'État policier n'est qu'un programme de transition

Rappelons, en guise d'introduction, que la France compte 1 policier pour 250 habitants environ. Paris est l'une des villes au monde où le taux de fonctionnaires armés est le plus élevé : 1 pandore pour 110 habitants<sup>1</sup>. Le paysage est ainsi constamment parsemé de 225 000 képis, policiers et gendarmes confondus. Mais il est vrai que l'on ne reconnaît pas un État policier au nombre de ses agents.

De la même manière, l'État policier ne se caractérise pas au nombre des exactions et des meurtres commis par des policiers. De 1977 à 2001, Maurice Rajsfus a comptabilisé 196 personnes tuées par la police.<sup>2</sup>

Combien y en a-t-il eu de 2001 à 2008 ? Et combien encore demain ? La question ne doit pas se poser sous une forme quantitative. On ne trouvera pas non plus ce qui caractérise l'époque dans laquelle nous vivons dans la vindicte policière. La seule vindicte policière ne caractérise en rien une époque.

Si les flics de l'An 40 ressemblent autant à nos casqués d'aujourd'hui ou aux chasseurs du 17 Octobre 1961, c'est qu'indéniablement, la même constance à exécuter les ordres, avec plus ou moins de zèle, les réunit.

Aujourd'hui, nous parlons d'État policier car les gouvernants mafieux de gauche et de droite ont laissé pour un temps la protection de leurs intérêts aux mains de la police. Cette chose ne peut être durable car sa forme en est insupportable.

Si l'équation politique de l'État policier n'est pas 'nombre de flics + Nombre de morts + Nombre de garde-à-vue' - 562 083 pour l'année 2007 -, l'équation de l'exaspération et de la révolte populaire tend à l'être.

Les gouvernants voient bien la menace que représente pour eux ces 225 000 policiers et gendarmes qui sillonnent les rues à longueur de journée : ils dégagent une telle animosité sur leur passage, ils créent tant de frustrations et de haine qu'ils deviennent le plus Grand dénominateur commun de toutes celles et de tous ceux qui veulent en finir avec ce système politique. Clodos, musiciens, banlieusards, gauchistes,... bref tout un panel de personnes qu'aucun syndicat, parti politique ou religion n'auraient pu réunir derrière un objectif commun, sont en train de s'organiser pour résister à cet ordre policier.

225 000 flics, c'est 225 000 allumettes incandescentes qui, à tout moment, peuvent mettre le feu au baril de poudre sur lequel les politicards ont assis leur cul. Il n'y a qu'à voir d'où sont parties les émeutes des banlieues en 2005 et en 2007 : de flics assassins. Aujourd'hui, si une personne est tuée par la police pendant ou en marge d'une manifestation, il est plus probable qu'une colère bien légitime explose dans les rues des centre-villes. Cette fois proche, tout proche des mairies et des préfectures.

Tout comme la population de 1789 s'est armée contre les gueux qui les assiégeaient bien avant d'imaginer s'attaquer au pouvoir, la population d'aujourd'hui commence à s'équiper contre des g... assermentés. Qui peut dire à quoi serviront dans quelques mois les armes et les 'organisations' incontrôlées qui voient le jour un peu partout en ce moment ?

Loin d'instaurer l'ordre nécessaire à l'économie de la politique mafieuse pour prospérer tranquillement, la police sème les graines d'une colère qui risque d'exploser à court terme.

Au fond, l'État policier n'est qu'un programme de transition vers quelque chose de bien plus terrible.

*Samy Cardon  
19 mai 2008*

---

<sup>1</sup> Source, site internet du CNRS <http://www2.cnrs.fr/presse/thema/597.htm>

<sup>2</sup> La police et la peine de mort. Aux éditions L'Esprit Frappeur.